



**08 FEV. 2013**

DE 16H00 À 18H00

# Les relations Chine - Afrique : *impacts pour le continent africain et perspectives*

**Conférence-débat**, animée par **Alain Henry**, directeur des études et recherches de l'AFD

À L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT / SALLE JACQUES ALLIOT



*Vous pouvez suivre l'évènement en direct sur Twitter.*

Retrouvez notre Livetweet sur le compte [@AFD\\_France](#) et en suivant le fil [#ChineAfrAFD](#)

HEC  
PARIS

HEC EURASIA Institute

Lors de la 5<sup>e</sup> conférence ministérielle Chine-Afrique en juillet 2012, la Chine a annoncé qu'elle allait doubler ses crédits au continent africain au cours des trois prochaines années. Pékin va investir 20 milliards de dollars en Afrique dans des projets visant le développement de son agriculture, son industrie, ses infrastructures... Cette attention de la Chine se traduit également par des échanges commerciaux et des investissements directs en forte croissance. Quel est l'impact de cette présence chinoise sur le continent africain ? Quel apport réel pour le développement du continent ? Quels défis ? Et ceux-ci sont-ils différents selon les pays africains ? Cette conférence sera l'occasion de débattre sur ces questions en présence de quatre experts qui apporteront leurs regards et partageront leur expérience avec le public.

avec

**Henri-Bernard Solignac-Lecomte**

Économiste au Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

**Jean-Jacques Gabas**

Économiste, maître de conférences à l'université Paris 11 et chercheur détaché au CIRAD

**Dr. Roland Amoussou-Guenou**

Enseignant de droit à Asian Institute of Technology, co-fondateur et président de la fondation Asiafricafoundation

**Thierry Paulais**

Directeur adjoint du département Afrique de l'AFD

### Synthèse

Si la Chine n'est pas un acteur nouveau en Afrique, sa présence s'est beaucoup renforcée au cours des dix dernières années (*Paulais*). Cette évolution s'inscrit dans un basculement généralisé du centre de gravité de l'économie mondiale, de l'Occident vers le Pacifique et vers le Sud (*Solignac-Lecomte*). L'intérêt croissant de la Chine pour l'Afrique fait l'objet de critiques diverses (sur-spécialisation, ré-endettement des économies africaines, renforcement de la corruption,...). Pourtant, les données statistiques (*Solignac-Lecomte*) et issues d'enquêtes de terrain (*Gabas*) montrent que la situation est plus nuancée : les interventions chinoises en Afrique diffèrent selon les pays et les secteurs. Un document stratégique (Plan d'actions de Beijing 2013-2015) a été défini (*Amoussou-Guenou*), mais aucun plan coordonné de « colonisation » de l'Afrique n'existerait (*Gabas*). La Chine, à travers ses besoins en matières premières, l'octroi de concours financiers, ses apports en expertise (notamment agricole), contribue à la croissance des économies africaines. Des politiques publiques doivent être désormais élaborées afin de transformer véritablement ces économies ainsi que créer de l'emploi et de la valeur ajoutée sur place (*Solignac-Lecomte*). L'Afrique doit investir sur la formation des ses ingénieurs et ouvriers et promouvoir un leadership responsable et discipliné (*Amoussou-Guenou*). Dans certains pays, les interventions chinoises impactent directement l'activité de l'AFD en raison notamment des différences d'exigences en matière sociale, environnementale, de lutte contre la corruption... Néanmoins, la Chine travaille de plus en plus avec les autres bailleurs pour adapter ses interventions aux normes internationales (*Paulais*). Enfin, la coopération chinoise conduit à remettre en question l'efficacité de celle des bailleurs de fonds traditionnels et devrait conduire à la « nécessaire » réforme du système de coopération de ceux-ci, même si une telle réforme ne doit pas faire abandonner ses principes fondamentaux (*Solignac-Lecomte*).

## Introduction

### Alain HENRY, directeur des études et recherches de l'AFD

Les termes de l'équation, ou du mystère, sont simples : Chine prédatrice ou Chine nouvel espoir de la dynamique africaine ? C'est un peu caricatural mais tel est ce qui inquiète et qui occupe les esprits. Nous allons évidemment nous échinier à démontrer que la situation est bien plus compliquée, bien plus subtile ; que la théorie du complot n'existe évidemment pas ; qu'une « balistique » homogène n'est pas forcément en place, que cela dépend des pays et des secteurs. Simplement, pour prendre une expression très chinoise, des transformations silencieuses se produisent en Afrique, avec une présence croissante, active, de la Chine.

## I. Présentations des conférenciers

### **1) ETAT DES LIEUX DES RELATIONS CHINE-AFRIQUE, Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE, économiste au Centre de développement à l'OCDE**

J'aimerais vous donner quatre informations. Premièrement, lorsque nous parlons des relations Chine-Afrique, cela suscite apparemment énormément d'attention. Cette question de la relation entre la Chine et l'Afrique s'inscrit dans un basculement généralisé, depuis les deux dernières décennies, surtout, du centre de gravité de l'économie mondiale, de l'Occident vers l'Est et vers le Sud. Ce premier effet est indirectement attribuable à la Chine puisque son ouverture au monde et le lancement des réformes à la fin des années soixante-dix a précipité sa main d'œuvre dans la main d'œuvre mondiale, qui a provoqué largement ce phénomène de basculement de la richesse. Nous avons vu s'accélérer, au tournant des années 2000 - et encore plus avec la crise économique née de l'effondrement du système financier, à commencer par celui de *Lehman Brothers* - la crise des pays de l'OCDE. Cette question de la relation entre la Chine et l'Afrique ne peut être comprise sans la remettre dans le contexte d'un formidable soulèvement et l'émergence, non seulement de la Chine mais, derrière elle, de l'Inde, du Brésil, de plusieurs autres économies asiatiques, latino-américaines, parce que l'Afrique est dotée de ce dont ces émergents ont besoin pour nourrir leur croissance : des matières premières, des minerais, de la terre et, sous la terre, l'eau, bien entendu. Nous avons véritablement une aspiration, une élévation à la fois des prix et des quantités de ce que l'Afrique, non seulement produit, mais qu'elle sous-exploite pour le moment, toute cette incroyable réserve de matières premières.

Pour illustrer ce fait, le graphique<sup>1</sup> montre les cours mondiaux depuis les années soixante jusqu'à aujourd'hui pour l'énergie, les métaux, les minerais et l'agriculture. Au cours des dernières décennies, nous voyons se relever les cours de matières premières internationales et, dans le même temps, le PIB de l'Afrique croît plus vite que le PIB mondial. D'autres facteurs expliquent la bonne croissance relative de l'Afrique depuis une dizaine d'années mais nous constatons ce phénomène d'augmentation des cours de matières premières et de leur demande, notamment par la Chine et par les économies émergentes, derrière cette bonne performance.

---

<sup>1</sup> Annexe 1, page 29

Du coup, l'Afrique commerce de plus en plus avec le reste du monde, et ses échanges se rééquilibrent entre partenaires traditionnels et partenaires émergents, c'est-à-dire la Chine et les autres. S'agissant des flux commerciaux<sup>2</sup>, il faut bien comprendre que l'Afrique commerce beaucoup plus avec le monde depuis dix à quinze ans. Son commerce avec l'Europe comme avec les Etats-Unis a augmenté. Le commerce avec le monde a triplé entre 2000 et 2011. Mais nous constatons aussi que la *part* des partenaires mondiaux traditionnels a augmenté, de 23 % en 2000 à 40 % en 2011 et la part de la Chine a augmenté encore plus vite puisqu'elle a quadruplé. Il s'agit véritablement d'une insertion croissante de l'Afrique dans l'économie mondiale, mais avec une accélération particulière des échanges avec la Chine. Nous le voyons avec la variation des échanges entre le début des années quatre-vingt-dix et la période actuelle, pour différents pays. Si nous mettions tous les pays européens ensemble, nous verrions que l'Europe reste le premier partenaire de l'Afrique. Mais nous voyons surtout une progression fulgurante des échanges avec la Chine, qui ont pourtant connu un ralentissement à cause de la récession dans laquelle sont entrées beaucoup d'économies mondiales au début 2009, mais surtout, un rebond impressionnant depuis.

L'Asie est, aujourd'hui, non seulement le premier partenaire économique de l'Afrique, mais celui dont les échanges croissent le plus rapidement. Que cela signifie-t-il, en termes de prédation ou d'espoir pour l'Afrique ? Voilà deux ou trois ans, dans notre rapport sur les perspectives économiques en Afrique, avec la BAFD et les Nations Unies, nous nous étions posé la question des procès qui sont faits, traditionnellement aux Chinois et aux pays émergents. Nous avons regardé divers éléments. Nous nous sommes d'abord posé la question de savoir si, oui ou non, la Chine contraint l'Afrique à une sur-spécialisation par l'exportation de matières premières non transformées et si elle a donc un rôle de désindustrialisation ? Cela n'est pas très clair, mais nous avons fait quelques calculs qui semblent corroborer cette hypothèse. Sur le schéma<sup>3</sup>, on voit très clairement que, dans le cas de la Chine, le pourcentage des ressources brutes est plus important que les ressources transformées. Autrement dit, en termes relatifs, la Chine a tendance à être parmi les importateurs de produits africains, lesquels sont plutôt des produits non transformés. Mais cela n'est pas extrêmement significatif quand vous comparez, par exemple, aux Etats-Unis, qui restent essentiellement importateurs de pétrole de l'Afrique. Si ce reproche est fait à la Chine, il peut donc être fait aux Etats-Unis. En outre, la valeur absolue est surtout ce qui compte, en ce qui concerne l'Afrique. De plus en plus de produits transformés sont importés. La Chine et, d'ailleurs, les autres partenaires émergents encore davantage, contribuent à importer ce qui reste de la petite transformation, -- pas des airbus ou des *laptop* bien sûr --, mais il s'agit de la première transformation des métaux, de *l'agro-processing*, et elle favorise néanmoins ces exportations. Il est très intéressant aussi de voir que le type d'échanges profitant le plus aux produits transformés sont les échanges intra-africains.

Deuxième procès souvent fait à la Chine : elle aggrave la qualité de la gouvernance, déjà mauvaise dans les pays d'Afrique. C'est très difficile à dire de manière autre qu'anecdotique. Nous avons étudié les pays où la Chine a été quasi-absente pendant longtemps avant d'arriver en force, et nous avons consulté les quelques indicateurs existants, comme ceux de *Kaufman and Kraay* pour la Banque mondiale, l'indice *Ibrahim* pour la gouvernance publique, et les classements de *Transparency International*. Voyons-nous, dans ces pays, après l'arrivée massive des Chinois, une aggravation de ces indicateurs ? Non, nulle part. Lorsque nous réfléchissons bien, les

---

<sup>2</sup> Annexe 2, page 29

<sup>3</sup> Annexe 3, page 30

partenaires traditionnels du Cameroun, par exemple, ont-ils été des parangons de vertu quand il s'agit de promouvoir la bonne gouvernance avec nos partenaires ? Je ne suis pas sûr que tous les pays de l'OCDE soient très bien placés pour faire un procès en mauvaise gouvernance à la Chine, de ce point de vue.

Troisième critique souvent émise, le ré-endettement. La Chine a longtemps été accusée et cela venait beaucoup d'un article qui est sorti dans *Foreign Affairs* voilà quelques années, relayé par la Banque mondiale, de profiter d'une situation de pays désendettés grâce au remise de dettes du Club de Paris dans le cadre du MDRI (Multilateral Debt Relief Initiative), et elle risque de réenclencher une dynamique non soutenable d'endettement. Sur ce point, nous avons travaillé avec Marc RAFFINOT de l'université de Paris Dauphine, et nous avons constaté que, à quelques rares exceptions près, comme l'Ethiopie, rien ne permettait, en tout cas à l'époque, de corroborer cette hypothèse.

Une dimension importante à notre avis : la complémentarité. Ce qui compte aujourd'hui est que l'Afrique peut commercer avec une plus grande diversité de partenaires, elle est sortie du tête-à-tête avec l'Occident et les ex-puissances coloniales. Je voulais l'illustrer avec la composition sectorielle, à gauche, de l'aide des pays du comité d'aide au développement de l'OCDE et, à droite, de ce qui s'en rapproche le plus car, bien sûr, des problèmes de définition existent. Autant l'OCDE travaille dur pour avoir une définition harmonisée de ce qu'est l'aide publique au développement, autant cela ne correspond absolument pas aux catégories qui existent en Chine. Nous avons essayé de rapprocher autant que possible la distribution sectorielle des prêts concessionnels chinois avec la distribution sectorielle de l'aide publique au développement de l'OCDE. Nous voyons très clairement que, de 33 %, voilà une quinzaine d'années, les secteurs sociaux sont passés à 65 % dans l'aide publique au développement – nous parlons de la santé, de l'éducation – tandis que, dans le même temps, approximativement à la même époque, les prêts concessionnels chinois étaient majoritairement dirigés vers les infrastructures économiques, l'énergie et l'industrie<sup>4</sup>. Au niveau sectoriel, apparaît une complémentarité entre ces flux financiers qui, à notre avis, joue plutôt au bénéfice potentiel des pays récipiendaires. Autre exemple de cette complémentarité, lorsque nous avons fait notre rapport sur les partenaires émergents de l'Afrique, nous avons demandé à un panel d'économistes et de représentants du business en Afrique quels étaient, selon eux, les partenaires les plus à même de les aider dans tel ou tel secteur. Les partenaires émergents, Chine en tête, sont aux yeux de ces opérateurs les mieux placés pour aider les Etats africains à atteindre leurs objectifs en matière d'infrastructure. *Idem* pour l'innovation où ils devancent de très loin les partenaires traditionnels. Nous noterons que, dans la gouvernance, les partenaires traditionnels sont plébiscités par les gens qui ont répondu à notre questionnaire, qui inclut aussi les représentants de la société civile, beaucoup plus que la Chine mais enfin, nous remarquons surtout que la catégorie « aucun des deux » est particulièrement importante dans le domaine de la gouvernance<sup>5</sup>.

Je voudrais en finir à ce stade, en précisant deux éléments : si nous nous interrogeons autant sur le rôle de la Chine en Afrique, si cela mobilise autant de gens, c'est d'abord parce que cela nous ramène à deux autres acteurs : l'Afrique elle-même, d'abord. Le problème n'est pas tellement de savoir si, aujourd'hui, elle est colonisée par la Chine comme elle a pu l'être par d'autres auparavant. Cela consiste plutôt à savoir quelle est sa propre stratégie, pour essayer de tirer le maximum du fait

---

<sup>4</sup> Annexe 4, page 30

<sup>5</sup> Annexe 5, page 31

que la Chine et d'autres partenaires, en nombre croissant, souhaitent investir dans ces économies. Cela pose la question de savoir quelles sont les stratégies en place pour tirer le parti de cet intérêt. Nous travaillons aujourd'hui sur la question de la transformation structurelle en Afrique. Tout le monde s'extasie depuis dix ans sur les taux de croissance importants de l'Afrique ; il faut d'abord les relativiser, dans l'absolu, car 5 % sur dix ans, constitue un bon résultat, mais une fois enlevée la croissance démographique et considérant le fait que ces économies partent de relativement bas, ces chiffres ne sont pas si impressionnants. La Chine, c'est 10 % par an pendant trois décennies... Mais 5 % par an, parti d'un très bas niveau, dans le cas de l'Afrique, ce n'est pas si impressionnant. Nous constatons surtout que cette croissance, pour bonne qu'elle soit, ne crée pas beaucoup d'emplois. Elle ne transforme pas fondamentalement les économies. Est-ce la faute de la Chine ? Est-ce la faute des investisseurs qui vont où se trouve ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire ces ressources naturelles ? Ou faudrait-il peut-être avoir des politiques publiques qui inciteraient à utiliser cet appétit du monde pour transformer véritablement les économies et pour leur permettre de créer des emplois et de la valeur sur le sol africain ?

Deuxième question, cela renvoie – et tel est ce qui nous passionne, en Occident – à notre propre coopération. D'un côté, certains disent que la Chine fait une coopération sans principe, sans foi ni loi, alors que nous, nous tenons à des principes importants. De plus en plus de gens nourrissent un discours qui tend à vouloir réformer non seulement l'aide au développement, mais aussi sa définition. Ils affirment que l'aide publique au développement ne fonctionne pas, prenant l'exemple de la Chine, pour en déduire qu'il faut abandonner le principe, revenir à l'aide liée, considérer que l'aide publique au développement ne sert que si elle crée aussi du bénéfice économique pour nos opérateurs. Nous devons tenir ce débat, très important. Il s'agit d'un aiguillon essentiel à la réforme nécessaire de nos systèmes de coopération au développement, car il est vrai que leur efficacité est sujette à caution, mais cela ne doit pas pour autant être utilisé comme un argument pour abandonner tous les principes sur lesquels nous les avons construits jusqu'à présent.

## **2) LES COOPERATIONS AGRICOLES CHINOISES EN AFRIQUE, M. Jean-Jacques GABAS, économiste, maître de conférences à l'université Paris 11 et chercheur détaché au CIRAD**

Les travaux sont très globaux, orientés sur les « relations internationales » et la « macro-économie ». Nous y avons contribué, avec Jean-Raphaël CHAPONNIERE dans notre ouvrage « Le temps de la Chine en Afrique » paru aux éditions karthala en 2012 avant de souhaiter réaliser un travail un peu plus pointu et de porter notre attention sur ces relations par le bas et de voir très concrètement quelle était la nature *des* interventions chinoises dans le secteur agricole, non pas en Afrique dans son ensemble (ce serait mentir que de vouloir donner des conclusions générales sur l'Afrique), mais sur deux régions, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe. Pour ce faire, nous avons dans un premier temps mené des enquêtes sur le terrain, notamment dans quatre pays, Bénin, Ghana, Sénégal, Mozambique, et nous avons construit une base de données.

Pour rejoindre les propos précédents, il est important de sortir des clichés et des idées toutes faites qui nous paraissent caricaturales, pour parler de la Chine en Afrique. Nous ne sommes pas du tout dans une situation simple, voire simpliste du jeu des acteurs, et l'idée n'est pas de tirer une conclusion sur un effet positif ou négatif, des interventions chinoises en Afrique. La situation se révèle beaucoup plus complexe et nuancée. Pour comprendre ce qui se passe dans le secteur agricole, si nous avons une estimation de l'aide publique au développement chinoise par secteur,

l'aide publique au développement dans le secteur agricole est estimée autour de 4 %. Il s'agit d'un montant très faible voire négligeable : pourquoi perdre notre temps à discuter de ces interventions dans ce secteur qui ne concernent que 4 % de l'APD totale chinoise ? Pourtant, cela a un certain intérêt. Pour comprendre ces logiques d'intervention dans le secteur agricole, il faut replacer la politique de coopération dans le temps long de la politique générale de la Chine, et plus particulièrement de la politique intérieure chinoise. Il est impossible de comprendre ce qui se passe en Afrique sans prendre en compte ce qui se passe en Chine.

Deuxième point, il est important d'avoir ce recul historique pour comprendre les permanences dans les stratégies de coopération chinoise, mais aussi pour comprendre les moments de changement, les temps de rupture.

Troisième point, la coopération chinoise, comme la coopération française, japonaise, sud-coréenne, est très largement influencée par des considérations d'ordre diplomatique, de façon évidente – et tout le monde le sait ici – par une très grande volonté d'afficher sa puissance et son statut de puissance émergente – si tant est qu'elle n'a pas déjà émergé – et par la volonté de défendre ses intérêts économiques. Dans ce contexte, une volonté affichée apparaît, pour le secteur agricole, de considérer que l'agriculture n'est pas, en soi, un secteur d'intervention majeur et un secteur de concentration de ces interventions. En revanche, l'intervention de la Chine et des acteurs chinois dans le secteur agricole constitue plutôt un tremplin vers d'autres secteurs, un tremplin vers le financement d'activités dans le secteur des infrastructures urbaines notamment, dans le secteur de l'exploitation des ressources et des matières premières.

Autre point, avant de donner une cartographie de ce que fait la Chine dans ce secteur agricole, en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe, il est important de préciser que lorsque nous enquêtons auprès des experts chinois sur le terrain, la plupart disent qu'ils sont présents pour apporter leur savoir-faire en disant : « nous, en Chine, nous avons pu sortir de la pauvreté plusieurs millions de paysans. Nous avons donc des référentiels de développement et nous pouvons donc avoir un transfert de politiques publiques en Afrique. Nous sommes donc là pour transmettre un modèle. » Ceci n'est pas explicite dans les rapports du gouvernement chinois. Cela s'apparente plutôt à une posture que tiennent beaucoup d'experts chinois sur le terrain.

Que pouvons-nous dire de cette politique publique chinoise dans le secteur agricole ? D'abord, une réserve sur les chiffres et sur le niveau de connaissances que nous avons sur certaines interventions chinoises en Afrique, une réserve due à une différence de définitions entre les normes du CAD et celles de la Chine, puisque la notion d'aide n'est pas comparable, sans oublier le fait qu'une certaine opacité apparaît dans la diffusion des informations. Il suffit de voir le dernier rapport de la Chine, le Livre blanc sur la coopération internationale, qui illustre bien le fait que nous ne pouvons pas disposer de données annuelles précises. Nous ignorons d'autre part, s'il s'agit d'engagements ou de versements. Enfin, dans la notion d'aide, nous pensons que n'est pris en compte que le coût « Etat » d'un prêt, les prêts sans intérêts ainsi que les dons ; le système de comptabilisation du CAD/OCDE agrège l'ensemble du prêt concessionnel ainsi que les dons.

Compte tenu de ces remarques, il est difficile d'établir un chiffre précis sur le volume des interventions chinoises dans le secteur agricole. En revanche, sur l'Afrique de l'Ouest et Afrique australe, nous avons recensé environ cent projets, interventions d'acteurs chinois publics, privés, dans le secteur agricole. Je dis « secteur agricole » non compris les interventions dans les forêts, plutôt en Afrique centrale, sur laquelle nous n'avons pas travaillé dans le cadre de notre étude récente qui sera publiée prochainement dans la série « à savoir » par l'AFD. Sur ces cent projets,

60 % se situent en Afrique de l'Ouest, 40 % en Afrique australe. Nous trouvons une concentration des interventions chinoises sur l'Afrique de l'Ouest au Bénin, Ghana, Mali et Sénégal. En Afrique australe, il s'agit du Zimbabwe, Tanzanie et Mozambique. Dans ce contexte, pour l'ensemble des intervenants chinois, il s'agit « plutôt » d'aide publique au développement, à hauteur de 60 %, des apports privés à 30 à 35 % et le reste, sont des apports publics aux conditions du marché.

Selon ces informations, pour donner une cartographie la moins fautive possible des interventions chinoises dans le secteur agricole, je dirais, premièrement – et nous « cassons » ainsi une idée fautive mais fortement ancrée – que nous avons cherché à évaluer quels étaient les accaparements fonciers. A ce jour, nous pensons que ces accaparements fonciers sont faibles comparés aux accaparements fonciers réalisés par les autres bailleurs de fonds publics ou privés. Nous en avons recensé certains, qui sont en Afrique de l'Ouest, notamment au Bénin, avec l'entreprise *Complan*, au Mali – 6 000 hectares pour le sucre et le riz. En Afrique australe, nous estimons qu'il existe des projets fonciers au Zimbabwe et au Mozambique. Mais par rapport au mouvement d'ensemble des accaparements fonciers en Afrique, la Chine n'est pas du tout à la première ou à la deuxième place. Elle se situe plutôt en septième, huitième rang, si nous croisons nos données avec celles issues du rapport de l'International land coalition (ILC) qui a établi la *Land Matrix*.

Deuxièmement, la Chine a deux grands types d'intervention, dans le secteur agricole : soutien à la vulgarisation agricole, notamment avec ce qu'elle appelle les « centres de démonstration », agricoles, et les projets productifs : exploitation de fermes, projet d'irrigation et plus généralement des projets dans le secteur du génie rural. Dans leur grande majorité, ce sont des projets vivriers, principalement en riziculture, maraîchage et, dans une moindre mesure, de projets à vocation industrielle, pour l'exploitation du sucre et du manioc. Mais la plupart de ces productions est destinée à des marchés nationaux, voire régionaux africains, très peu pour l'exportation. Toutefois, nous devons suivre actuellement le développement de quelques productions dans les agro-carburants, en Sierra Leone et au Bénin, qui auraient peut-être un débouché en Europe. Mais rien n'est moins sûr, sur le contenu même et les orientations de ces projets et leur faisabilité.

J'aimerais également mettre en avant le fait que toutes ces interventions publiques, privées, chinoises en Afrique se font par une multiplicité d'acteurs et le paysage des intervenants est un paysage extrêmement complexe. J'insiste sur le fait qu'il n'y a aucun « pilote dans l'avion », il n'y a aucun chef d'orchestre, à Pékin, à jouer avec les capitaux de l'ensemble des intervenants et des acteurs présents sur le terrain. Le paysage institutionnel chinois est extrêmement complexe et éclaté. Il n'y a pas de grand plan coordonné de colonisation de l'Afrique dans une hypothèse de conspiration. Bien sûr, à Pékin, existe évidemment le MOFCOM, les grandes banques, *Exim Bank*, *China-Africa Development Fund*, etc. mais apparaît ensuite tout un ensemble d'acteurs publics qui, pour certains, depuis le *going global* des années quatre-vingt dix étaient des entreprises agroindustrielles chinoises, se sont orientés à l'international. Ces acteurs publics de grandes entreprises agro-industrielles sont dans des situations où ils connaissent bon nombre d'échecs – il est important de garder en tête que l'Afrique n'est pas un Eldorado. Il existe aussi des entreprises chinoises provinciales qui, de par la concurrence locale, cherchent des opportunités d'investissements à l'étranger et en trouvent, en Afrique ; cela complexifie le paysage des acteurs chinois. Enfin, quatrième strate d'acteurs, les petits entrepreneurs privés, des aventuriers, présents, au Bénin, au Ghana. Dans nos enquêtes, nous avons remarqué que même l'ambassade de Chine au Bénin ignorait que de petits entrepreneurs privés avaient quelques activités dans le secteur de l'aviculture, du maraîchage, avec des opportunités de marché. Mais aucun « déferlement » n'est orchestré par Pékin.

Parlons des modalités de la coopération chinoise : elles sont très intéressantes à suivre. Nous observons un phénomène récurrent avec la Chine, depuis le début des années soixante, qui est celui d'une assistance technique. Cette vulgarisation agricole existe toujours, avec les mêmes défauts depuis cinquante ans. Toutefois, des éléments indiquent quelques changements de la part des acteurs chinois qui se rendent compte que plusieurs périmètres agricoles sont quasiment voués à l'échec – il s'agissait souvent de périmètres repris de Taiwan. La formation agricole sensée être proposée aux agriculteurs locaux reste marginale. Dès lors, ces périmètres sont transformés en activités productives ; s'ils sont proches d'un centre urbain, du maraîchage sera produit pour vendre localement, ce qui change sa nature originelle, celle vouée à faire de l'assistance technique.

Une autre évolution apparaît, intéressante elle aussi. Les responsables chinois sur place le disent, notamment dans les ambassades affirmant de plus en plus que des relations de coopération sont des relations marchandes : lorsque la Chine parle de relations gagnant – gagnant, elle évoque une relation où, certes, la Chine va apporter de l'outil technique, technologique, des investissements, etc., mais sous forme de prêts ! Il s'agit d'une relation où aide et profit sont mélangés. Pour donner un exemple intéressant, voyez les fameux centres de démonstration agricole, qui étaient annoncés, lors du FOCAC de 2006, à Charm El-Cheikh, puis réaffirmés lors du dernier sommet de Pékin, en juillet 2012. Comment fonctionnent-ils ? Majoritairement sur une base privée. Il s'agit de services rendus et payants, et non d'une aide. D'autre part, ces centres de démonstration agricole ne sont pas articulés avec les instituts de recherche agronomique nationaux. Telle est la réalité de cette pratique « d'aide » chinoise.

Quelles sont les perceptions que peuvent avoir les différents acteurs dans les pays de ces multiples « pratiques chinoises » ? Sont-elles totalement négatives ? Non. Sont-elles à nuancer ? Oui. C'est fonctions des pays, des secteurs et des acteurs. Au Bénin, par exemple, les responsables de l'agriculture disent que, de toute façon, les financements sous forme d'aide publique au développement et notamment sous forme de dons en provenance des pays du CAD/OCDE deviennent de plus en plus rares. Dès lors, ils sont très contents que la Chine arrive et finance par exemple plusieurs projets agricoles dont le projet sucrier, permettant de créer des emplois. Ils sont très contents qu'une entreprise privée chinoise arrive pour exploiter du manioc et faire de l'alcool. Cela se passe très bien. Certains disent que des grèves surviennent dans les entreprises gérées par des chinois, liées à des revendications salariales. Mais ces revendications salariales existent aussi dans d'autres entreprises qui ne sont pas chinoises. La négociation, la discussion existent et cela ne se passe pas toujours de manière négative. Il faut donc nuancer. En revanche, il est intéressant de constater qu'une certaine peur vient souvent des autres bailleurs de fonds, notamment des bilatéraux ; toutefois, cette crainte est la rançon de l'opacité de cette intervention chinoise en Afrique. Plusieurs bailleurs disent : « on ne sait pas ce qu'ils font, ils participent au sommet de Busan de 2011 sur la coordination de l'aide mais ne sont jamais présents sur le terrain ». D'une façon générale, on observe sur le terrain, un déficit de dialogue avec les autres bailleurs de fonds alors que les grandes déclarations faites au niveau diplomatique insistent sur la coordination et l'harmonisation des politiques et pratiques.

Je voudrais enfin terminer par quelques pistes de réflexions. De ce que nous avons observé, jusqu'au mois d'avril 2012, les changements sont importants. Cela change très vite. Les acteurs privés chinois vont, viennent, s'en vont, réalisent un investissement et développent une activité dès qu'une opportunité apparaît, sans avoir nécessairement l'intention de rester longtemps en Afrique. Beaucoup ont l'intention de revenir en Chine. Il est donc nécessaire de suivre ces changements.

Deuxième élément important : des savoirs se construisent en Chine, sur la coopération, sur le développement. Nos premiers travaux montrent que nous avons beaucoup de difficultés à estimer quels sont les référentiels véhiculés par ces multiples acteurs chinois, sur ces questions de développement. Nous, nous sommes dans nos certitudes de ce qu'est le développement. En fait, il faudrait peut-être « mettre en tension » toute cette production de savoirs, en Chine et chez nous.

Troisième élément, il nous manque encore beaucoup d'analyses fines sur les réalités des présences chinoises en Afrique, presque en termes d'ethnographie. Poursuivre des enquêtes de terrain, plutôt que de rester sur des idées assez générales.

Quatrième point, la Chine fait du bilatéral, public, privé, mais voyons aussi que la Chine s'impose dans le secteur agricole, notamment, via le multilatéral et via les coopérations trilatérales. Au Ghana, par exemple, des actions conjointes sont menées avec le DFID, avec la FAO, il serait nécessaire de poursuivre la réflexion sur ce domaine, notamment pour une agence comme l'AFD, mais aussi d'autres acteurs français. Nous devons voir ce changement très important et le prendre en compte. J'élargirais cette réalité sur cette coopération Sud-Sud, telle que nous l'entendons. Il s'agit de la Chine, bien sûr, mais un jeu assez subtil se déroule en Afrique avec le Brésil, avec l'Inde, avec la Corée du Sud, beaucoup plus anciennement avec le Japon. Tout ceci est en train de bouleverser le jeu des acteurs et, fondamentalement, la production des politiques publiques en Afrique. Nous devons avoir cette dimension à l'esprit et, pour bien la comprendre, faire l'articulation entre les analyses menées « par le bas » c'est-à-dire au niveau des acteurs, de la réalité de leurs actions, de leurs perceptions et celles « par le haut » celles « par le haut », c'est-à-dire les analyses géopolitiques, des enjeux plus globaux.

### **Alain HENRY**

Merci beaucoup pour cette analyse très fine, partant du terrain, et très rigoureuse, qui permet de rentrer dans la complexité, qui permet aussi de voir que cette implantation chinoise en Afrique nous pose la question, aussi, de comprendre la Chine à partir de la Chine, pour la comprendre en Afrique. Elle pose également la question de la rencontre entre deux nouveaux modèles, le modèle chinois et le modèle africain.

### **3) LA STRATEGIE CHINOISE EN AFRIQUE, M. Roland AMOUSSOU-GUENOU, , enseignant de droit à Asian Institute of Technology, co-fondateur et président de la fondation Asiafricafoundation**

Avocat du barreau de Paris, je suis parti représenter la France en Asie, voilà dix ans, car le gouvernement français avait besoin d'un aventurier pour promouvoir le droit français dans les pays de l'Asie. J'ai donc découvert l'Asie à cette occasion, et évidemment la Chine, où, rattrapé par mes origines africaines, j'ai observé le rapprochement qui s'opérait, ce qui ne m'a pas laissé indifférent.

Tout en poursuivant ma mission de coopération française, dans le cadre de la coopération régionale, avec comme patron l'ambassadeur de France à Bangkok, j'observais ce basculement et j'étais assez intrigué. Comme j'avais également une mission d'enseignement, à l'institut asiatique de technologie, créé en 1959 dans le cadre d'un traité intéressant – il s'agit de l'équivalent de l'OTAN, mais à l'époque, cela s'appelait l'OTASE, le SEATO en anglais, pour *South-East Asia Treaty Organization*. Dans le cadre de ce traité, des aspects de coopération technique et universitaire existaient et l'institut a ainsi été créé, dont la France est l'une des fondatrices et continue d'ailleurs

de porter sa coopération. Il fallait promouvoir le droit dans les pays d'Asie, ce que nous avons fait pendant quatre ans. Rattrapé par mes origines africaines, à la fin de ma mission, j'ai voulu suivre de très près ce rapprochement Asie-Afrique, Chine-Afrique, parce que la Chine n'est pas la seule à s'intéresser à l'Afrique, mais à toute l'Asie. Nous verrons d'ailleurs dans les chiffres du commerce et des investissements. Par exemple, la Thaïlande, où je suis basé, est le premier exportateur de riz dans le monde avec 10 millions de tonnes produites chaque année dont 55 % vont en Afrique. Evidemment, les gros importateurs sont le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya, et il est intéressant de savoir que la Thaïlande produit un riz particulier pour l'Afrique. Ils appellent cela le « parboiled » et personne ne mange de ce riz en Thaïlande. Personne. Mais le « parboiled » a été conçu spécialement pour le marché africain.

Je voudrais partager avec vous l'expérience d'un franco-africain basé en Asie, qui a vécu avec eux, qui a un peu compris leur fonctionnement psychologique. Les Africains sont très proches des Européens, intellectuellement. Mais nous sommes également très proches des Asiatiques du point de vue sociologique. Cela est peut-être lié à la géographie car si vous allez à Bangkok, vous allez voir pratiquement la même végétation – des cocotiers, des bananiers. La différence réside dans le fait que les Asiatiques ont appris à transformer tout ce qu'il était possible de transformer. Ils apportent ainsi une valeur ajoutée.

L'un des faits marquants du début de XXI<sup>e</sup> siècle est bien l'émergence de la Chine comme premier partenaire commercial de l'Afrique, devant la France et les Etats-Unis. En 2011, ces échanges ont atteint 166,3 milliards de dollars, un record historique, aussi, pour cette raison, certains qualifient le déferlement chinois sur l'Afrique de quatrième colonisation, après une série de colonisations dont l'Afrique a souffert au cours de son Histoire. Ces dix dernières années, la Chine a développé une politique volontariste globale, pas seulement en Afrique, d'ailleurs. J'ignore si certains d'entre vous se rappellent du rapport de la Banque mondiale publié en 2006, mais ce rapport extrêmement remarquable, intitulé « Route de la soie » a établi, déjà en 2006, un lien stratégique de plus en plus étroit entre l'Asie et l'Afrique en général. La Banque mondiale concluait que l'émergence de l'Afrique passera par l'Asie, et notamment par la Chine et par l'Inde. Ce rapport annonce la naissance d'une nouvelle frontière Asie-Afrique, nouveau paradigme intercontinental du XXI<sup>e</sup> siècle, et j'apporte d'ailleurs un ouvrage remarquable de Jean-Joseph BOILLOT, *La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*. Cela constitue un peu la suite du rapport de la Banque mondiale.

Ce mouvement suscite bien évidemment des interrogations. Par exemple, quelle est la stratégie de la Chine ? Quelle est sa portée ? Quelle est la part de l'Afrique dans le déploiement global de la Chine ? Quels sont les enjeux ? L'Afrique profite-t-elle de ce rapprochement ? Le déferlement est-il irrésistible ? Quels sont les faits ? Quelle est la réalité ? Que ne savons-nous pas et quelle est la part du mythe ? Pour répondre à toutes ces questions – je ne vais pas passer en revue tous les questionnements –, il est bon de regarder comment l'Afrique se sent, comment l'Afrique se positionne aujourd'hui. J'ai fait quelques cartes : il s'agit de l'Afrique, avec d'autres pays : la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, plus toute l'Europe. L'Afrique est une géante endormie qui se réveille peut-être grâce à la Chine. D'autre part, l'Afrique est également un continent éclaté, avec ses cinquante-trois pays. Ces cinquante-trois pays réussiront-ils à constituer un tout, face à l'Asie, en général, et à la Chine en particulier ? Un mouvement existe, de la part de l'Afrique, pour développer une plus grande confiance par rapport au monde en général, et à l'Asie en particulier. Je voudrais partager avec vous une initiative remarquable, dénommée *Africsea, Africa Southeast Asia*, qui a entrepris, depuis 2010, des activités de promotion et de présence de l'Afrique en Asie. Des réunions et des conférences ont lieu à Bangkok, à Singapour, à Kuala Lumpur, à Johannesburg, pour établir un

pont d'affaires direct entre les deux parties du monde. La toute première chambre de commerce Afrique-Asie du Sud-Est a été créée en 2012, et la première assemblée générale s'est tenue à Singapour le 24 janvier dernier. Une prise de conscience apparaît, une volonté, des deux côtés, et pas simplement des Asiatiques et des Chinois.

Une stratégie chinoise existe-t-elle ? Je vais peut-être m'inscrire en faux, M. Jean-Jacques GABAS : peut-être n'y a-t-il pas de stratégie, en fonction de la définition que nous donnons de la stratégie, mais un plan d'action existe. Les éléments de ce plan d'action sont résumés dans le document « Plan d'action de Beijing 2013-2015 », un document officiel. Ce plan a été élaboré à la cinquième conférence ministérielle du Forum FOCAC, forum de coopération entre l'Afrique et la Chine. Ce plan est très exhaustif, et couvre sept thèmes, dont :

- la consolidation des acquis et ouverture de nouvelles perspectives : des acquis sont là, cette coopération entre la Chine et l'Afrique est vraiment marquée par un volontarisme ;
- les affaires politiques : la paix et la sécurité régionale. Cela va au-delà de l'agriculture, du commerce et des investissements ;
- la coopération dans les affaires internationales. Une volonté d'influence existe ;
- la coopération économique, l'aide au développement, la coopération pour le développement, plus particulièrement les échanges et la coopération humaine et technique.

Lorsque nous interrogeons les Chinois et que nous leur demandons ce qu'ils pensent du développement de l'Afrique, et quelle est la recette, les Chinois répondent qu'ils ont été pauvres. Dans les années quatre-vingt, tout le monde était pauvre. Le PNB était à 250 dollars par habitant. Aujourd'hui, le PNB est à 6 000 dollars par tête d'habitant. Cela reste loin des 40 000 dollars en moyenne, en Europe ou aux Etats-Unis, mais il s'agit néanmoins d'un bond géométrique. Selon les Chinois, le problème du développement de l'Afrique tient en une seule équation de la part des Africains eux-mêmes. Premier élément, une formation, formation d'une armée, non de militaires, mais d'ingénieurs et d'ouvriers. Développer une culture d'entreprise et promouvoir un *leadership* responsable et discipliné. Les Chinois estiment que les Africains doivent réaliser cela tandis qu'ils s'occupent du reste. Avec leur soutien, dans vingt ans, l'Afrique fera la différence, selon eux. Nous leur demandons par où faut-il commencer ? La réponse est : *leadership*. Il faut commencer par la tête ! Nous avons d'ailleurs été inspirés de créer une fondation, la fondation Asie-Afrique, basée à Bangkok, dont la vocation est d'aider les Africains à comprendre le mode de fonctionnement des Asiatiques, à prendre un peu de leur miracle économique, créer un pont et se mettre au service d'autres partenaires, car il ne faut pas non plus écarter les partenaires historiques qui ont une connaissance intime de l'Afrique, comme la France. Nous avons fait des rapports à l'ambassade de France à Bangkok pour expliquer que les entreprises françaises peuvent parfaitement trouver des fenêtres d'opportunités dans ce basculement intercontinental entre l'Asie et l'Afrique, notamment la Chine et l'Afrique, et surfer, de manière efficace, sur ce rapprochement, puisque les entreprises françaises sont à la fois présentes en France et en Asie, en Chine, et en Afrique. Elles peuvent parfaitement profiter de ce nouveau marché.

Permettez-moi maintenant de partager avec vous le contenu de ce plan. « Les parties chinoises et africaines ont hautement apprécié la contribution agissante », telle est la terminologie officielle. « Contribution agissante apportée par le FOCAC, depuis sa création voilà douze ans, à la consolidation de leur amitié traditionnelle, au renforcement de leur confiance politique mutuelle, à l'approfondissement de leur coopération, de leurs échanges, etc. ». Ces déclarations sont

véritablement teintées de volontarisme. Ensuite : « Les deux parties ont passé en revue, avec satisfaction, la mise en œuvre des actions de suivi de la quatrième conférence ministérielle, depuis ces trois dernières années. » Il ne s'agit donc pas du premier plan, d'autres plans ont précédé. Elles se sont félicité de « l'exécution intégrale et efficace du plan de Charm el-Cheikh 2010-2012, adopté à la quatrième conférence ministérielle qui s'était tenue en Egypte en 2009 ». Elles ont réaffirmé leur volonté de continuer à envisager le développement des relations sino-africaines, avec « une vision stratégique à long terme et à approfondir sans cesse le nouveau partenariat stratégique sino-africain. » Le mot stratégie est répété. Un plan existe bien, pour ne pas dire une stratégie et, au regard de mon expérience en Asie et de ma connaissance plus intime des amis chinois, pour bien comprendre le sens profond des plans chinois, notamment celui-ci, il faut appréhender le principe imposé par Deng XIAOPING pour orienter la politique extérieure de la Chine. Ce principe est connu sous le nom de « Stratégie des vingt-quatre caractères ». Que dit ce principe ? Des mots-clés existent. Il faut observer calmement. Il faut sécuriser sa position. Traiter des affaires sans faire de bruit. Cacher sa capacité et gagner du temps. Etre bon et garder un profil bas. Ne jamais se déclarer vainqueur ou leader ou le meilleur. Voilà un trait de caractère très important pour traiter avec les Asiatiques en général, et avec les Chinois en particulier. Dix ans de vie en Asie me permettent de confirmer notre différence de fonctionnement.

Cette stratégie s'applique-t-elle à l'Afrique ? Nous avons la réponse, je pense. La Chine a un besoin énorme en énergie, en matières premières, pour alimenter sa croissance colossale. Elle a aussi compris la nécessité de créer de nouveaux marchés dans les pays émergents pour l'exportation de ses produits. Le dragon s'est réveillé et démontre une volonté d'influence mondiale. Dès lors, la stratégie a du sens, par rapport à l'Afrique, même si nous ne pouvons pas dire qu'elle s'applique.

Je voudrais partager avec vous ce témoignage personnel. Lorsque j'ai commencé ma mission à Bangkok, grâce à mon statut d'enseignant, j'ai créé une petite équipe de chercheurs, parmi certains étudiants, sur ce nouveau développement Asie-Afrique, dont des étudiants chinois, brillants. Les étudiants de Bangkok envoyés à Pékin ont été reçus avec méfiance par le ministère des Affaires étrangères. Ils m'ont informé en revenant que le ministère leur avait refusé l'accès aux documents et à toute information relative à l'Afrique, en arguant que tout ce qui touchait à l'Afrique était stratégique pour la Chine, déconseillant aux étudiants de faire des recherches sur ce sujet. Mes étudiants chinois sont venus me rapporter ce témoignage. Trois ans plus tard, le forum historique Chine-Afrique avait lieu. Reconnaissons les bénéfices de l'intervention chinoise et de ce basculement. Il faut également être conscient du fait que le « gagnant-gagnant » commence par donner et recevoir. Cette démarche est peut-être différente de l'approche européenne. Comme disent les Chinois, « pour tuer le tigre, il faut se déguiser en cochon. »

## **Alain HENRY**

Dans le fond, il existe une part du secret qui alimente la rumeur et les fantasmes, alors que la réalité est peut-être effectivement plus simple et plus équilibrée. Nous voyons également que la conception de la stratégie peut aussi engendrer des malentendus sur la nature de la stratégie, le mot stratégie lui-même n'ayant pas forcément le même sens à Pékin, à Paris et à Cotonou.

#### **4) LES BAILLEURS DE FONDS ET LES FINANCEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE : LA PERCEPTION DE L'AFD, Thierry PAULAIS, directeur adjoint du département Afrique de l'AFD**

Pour rendre compte de la façon dont un bailleur bilatéral comme l'AFD perçoit l'action de la Chine en Afrique, je voudrais d'abord rappeler que la présence de la Chine en Afrique n'est pas récente. Elle date des années cinquante et l'AFD, dont l'activité en Afrique a aussi débuté à l'après-guerre, est assez habituée à croiser des partenaires chinois, en particulier dans le secteur agricole. Il ne s'agit donc pas pour nous de l'apparition d'un acteur entièrement nouveau qui serait arrivé brutalement. Cet acteur était présent et nous l'avons vu monter en puissance, progressivement. Son intervention a évidemment beaucoup changé d'échelle, ne serait-ce que dans la dernière décennie, puisqu'en 2001, l'action de la Chine était essentiellement concentrée sur cinq pays, contre plus de quarante pays aujourd'hui. Comme cela a déjà été noté, il est assez difficile d'obtenir des chiffres sur le volume exact de ce que représente ce qu'il est convenu d'appeler « l'aide au développement » de la Chine, pour des raisons de comptabilisation. Nous comptabilisons souvent des subventions, des prêts bonifiés, des parts de coût Etat, et nous ne savons plus très bien où nous en sommes.

Pour terminer avec ce préambule, je voudrais rappeler pour l'auditoire que l'AFD est à la fois une agence de développement et une institution financière. Elle travaille « en subventions », dans certains pays, pour certains types de secteurs, par exemple les secteurs sociaux et les pays les plus pauvres ; elle travaille aussi « en prêts », avec des prêts bonifiés, dans lesquels se trouvent des subventions pour faire baisser les taux ; elle travaille également dans d'autres pays, les plus avancés en Afrique, avec des prêts qui ne sont pas bonifiés, qui sont des prêts au coût du marché, et avec lesquels nous finançons des projets d'infrastructures plus ou moins importants, et souvent très importants. Je vais surtout me concentrer sur cette dernière activité, sur le prêt de financement d'infrastructures, car ce secteur est celui dans lequel les Chinois sont les plus actifs, en tout cas en volume.

Le regard que nous portons sur l'activité des Chinois ne s'exprime pas en termes de concurrence. Nous ne faisons pas partie des bailleurs bilatéraux qui ont peur, pour reprendre l'expression de M. GABAS. Nous n'avons pas peur, tout simplement parce que le marché du financement des infrastructures en Afrique est énorme. La Banque mondiale l'a estimé, voilà quelques années, dans un rapport dit AICD, à 93 milliards de dollars par an, pour tous les types d'infrastructures. Nous avons fait des estimations récentes sur les besoins en investissement local pour les villes seulement et nous estimons ces besoins à 25 milliards annuels, pour l'Afrique sub-saharienne. Le chiffre global de la banque est probablement sous-estimé car, depuis ces estimations, de très grosses découvertes de ressources possibles ont été faites en Afrique australe et en Afrique centrale : du gaz au Mozambique, du pétrole en Ouganda, du charbon en RCI et l'exploitation de ces gisements nécessite la réalisation d'infrastructures également gigantesques. Des besoins considérables existent en matière de chemins de fer, de ports, de terminaux gaziers et autres, routes... Ils sont même difficilement appréhendables en l'état actuel des choses. Ils représentent des centaines de milliards de dollars. Par conséquent, il y a de la place absolument pour tout le monde.

Notre problème n'est donc pas celui de la concurrence, il réside plus dans la façon dont des financements chinois sont mis en œuvre. Dans certains pays, l'action de financement des Chinois engendre un phénomène d'éviction, car les conditions de gouvernance dans lesquelles les financements chinois se font ne nous permettent d'appliquer nos propres règles en matière environnementale et sociale, en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.

Certaines de nos contreparties, potentiellement emprunteuses, nous disent qu'elles ont envie de travailler avec nous, qu'elles apprécient le savoir-faire français, nos conditions financières, le potentiel que représentent les entreprises françaises mais que nous sommes trop exigeants, qu'il est beaucoup plus facile de travailler avec les Chinois. Elles nous incitent à revoir nos méthodes de travail. Les modalités d'intervention chinoises laissent parfois à désirer, il est vrai, de notre point de vue et du point de vue de la communauté internationale. Les modes de financement chinois relèvent beaucoup de ce qui a été appelé « Angola mode », puisque cette pratique a commencé en Angola. Il s'agit de troc : les Chinois s'engagent à réaliser des infrastructures contre des barils de pétrole. Ces financements ne passent pas par les gouvernements africains, ils sont versés directement aux entreprises chinoises, qui réalisent les travaux et elles sont payées directement par *Exim Bank* ou d'autres filiales. Ces tractations se font dans des conditions de transparence qui laissent à désirer, mais aussi dans des conditions de négociations peu équitables. Cela se passe souvent dans les pays dont les compétences et les savoir-faire de la maîtrise d'ouvrage ne sont pas forcément à la hauteur des enjeux de la négociation, ce qui laisse beaucoup de place à la corruption et au népotisme. Tout ce qui concerne la diligence environnementale et sociale a été souvent ignoré.

Il faudrait étudier l'impact sur les économies des pays concernés, cas par cas, mais nous voyons bien, à travers certains exemples, que comme les investissements sont décidés de façon irrationnelle, sans plan stratégique – nous avons vu par exemple des autoroutes construites à travers les villes, à grands coups de bulldozer, sans même un schéma directeur ou un tracé préalable. Certaines opérations sont désolantes, et certainement peu performantes du point de vue de la rentabilité économique.

Une fois ce constat établi une situation qui ne s'analyse pas exactement en termes de concurrence, mais dans certains pays par un effet d'éviction. Comment envisageons-nous l'avenir et comment avons-nous déjà commencé à travailler ? Premièrement, signalons que les Chinois sont en train d'évoluer. Ils ont déjà beaucoup évolué. Ils ont d'abord commencé à discuter avec les autres bailleurs. C'est le cas par exemple avec la SFI, qui a été pionnière en la matière, en travaillant avec des banques chinoises pour adapter leurs interventions dans les lignes de crédit bancaire aux normes internationales en matière de diligences environnementales et sociales. Les différences entre les pratiques chinoises et les pratiques promues par le cadre de l'OCDE s'aplanissent progressivement. L'objectif numéro un des bailleurs bi et multilatéraux consiste à accorder les positions chinoises aux standards internationaux et au cadre de viabilité de la dette du FMI. La question qu'a soulevée M. SOLIGNAC-LECOMTE, de savoir si les Chinois ré-endaient ou pas les pays africains, reste entièrement posée. C'est très contraignant pour nous, bailleurs bilatéraux qui nous inscrivons dans les politiques du CAD, car lorsque l'accord de viabilité de la dette n'est pas signé avec un pays, nous n'avons techniquement pas le droit d'intervenir. Cela donne parfois des situations ubuesques. Prenons le cas du Tchad, un pays producteur de pétrole où d'énormes investissements sont actuellement réalisés sur financement chinois. Les Tchadiens sont demandeurs de nos interventions mais nous ne pouvons pas intervenir en prêt car le Tchad n'a pas signé l'accord avec le FMI. Nous faisons donc des subventions de petits montants dans les secteurs sociaux, pour construire des dispensaires dans des quartiers périphériques, tandis que sur financements chinois se construisent des palais des congrès, des opérations spéculatives. Ce point de la signature avec le FMI est tout à fait essentiel pour les bailleurs.

Ces rapprochements sont en cours et cela ne peut avoir que des retombées positives, y compris sur les entreprises françaises. En effet, dans le cadre de la mondialisation, dire qu'il faudrait à nouveau relayer l'aide pour que cela profite aux entreprises françaises s'apparente à un discours un peu daté. Dans le cadre de la mondialisation, les entreprises françaises – certaines sont un peu chinoises

grâce à leurs filiales chinoises ou leurs alliances chinoises - ont plus à gagner au déliement de l'aide, qui leur permet d'accéder à tous les marchés qu'à être cantonnés aux seuls financements français. Les retombées pour la France du déliement de l'aide sont certainement plus positives que ce que nous pouvons souvent entendre.

## **II. Discussion avec la salle**

### **Anthony BOUTHELIER, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN)**

Les entreprises françaises implantées en Afrique sont préoccupées par le sujet. J'approuve les propos de Thierry PAULAIS : beaucoup d'entreprises françaises profitent, et bien, de l'arrivée des Chinois en Afrique. En juillet, j'ai été invité par les Chinois à faire l'exposé de coopérations réussies entre sociétés françaises et sociétés chinoises en Afrique. Néanmoins, une contradiction apparaît dans ce qui vient d'être dit. Les acteurs chinois en Afrique sont presque insaisissables ! Il y a de tout ! Des sociétés nationales, provinciales, et pseudo-privées basées à Hong Kong, des vraies privées basées à Hong Kong et il n'y a pas de stratégie. Je comprends très bien que les gens que M. AMOUSSOU-GUENOU avait envoyés n'aient eu accès à rien. Evidemment, il n'y avait rien à voir ! Henri-Bernard a parfaitement raison. Que s'est-il passé ? Dans les années soixante-dix, quand ils ont fait la nouvelle zone économique de Shenzhen, qui a été un pilote avec le secteur privé, les Chinois ont été dépassés par les événements. Ils se sont réveillés voilà dix, quinze ans, à court de minerais, de pétrole, et comme l'Afrique venait d'être déverrouillée avec la chute du mur de Berlin, ils se sont précipités sur cette cible où ils ont fait n'importe quoi. Ne nous imaginons pas qu'une coordination a eu lieu, une volonté... Non, ils avaient besoin de pétrole et de minerais, l'Afrique était libre, ils y sont allés, de façon très prosaïque.

Un début d'organisation apparaît néanmoins, au niveau des ambassadeurs, dans chaque pays. Les autorités chinoises, avec qui j'ai discuté à Shanghai et Pékin, assurent qu'elles ne coordonnent rien du tout. Nous étions en train de changer de Premier ministre et les responsables du Parti communiste nous ont dit : « nous avons perdu beaucoup d'argent en Afrique, nous devons reprendre cela en main et mettre de l'ordre ».

### **Catherine BASTIEN-VENTURA, chargée de mission relations internationales du CNRS**

J'ai une question pour Jean-Jacques GABAS, concernant l'accaparement foncier. Vous l'avez dit, c'est très faible. A quelles données avez-vous eu accès et comment avez-vous procédé ?

### **Jean-Jacques GABAS**

Deux sources : nos observations de terrain et les travaux de la *Land Matrix*, un consortium, *International Land Coalition*, qui a produit son rapport récemment, et qui suit toutes ces questions des accaparements fonciers. Nous avons beaucoup insisté sur le fait que des accaparements fonciers

sont annoncés, mais s'avèrent très différents de la réalité. Nous, nous nous basons sur la réalité de ces accaparements fonciers et non pas sur des intentions, du fait de la différence phénoménale entre les deux. Nous avons vu l'exemple des fameux 60 000 hectares que les Chinois devaient accaparer au Sénégal pour faire du sésame, un projet resté dans une représentation cognitive de la réalité. Un acteur chinois est arrivé, a voulu faire du sésame, a constaté que cela ne fonctionnait pas sur dix hectares et il est reparti. Mais l'ensemble des médias et acteurs en Afrique sont restés sur un accaparement foncier chinois de 60 000 hectares alors qu'il n'y a plus rien.

### **Roland PORTELLA, vice-président de l'association Coordination pour l'Afrique de Demain (CAD)**

Je conseille des chefs d'entreprise, de plus en plus africains, qui veulent travailler avec des pays émergents. J'ai une problématique culturelle. J'ai fait un partenariat en 2006 entre une entreprise chinoise et une entreprise camerounaise, dans l'agroalimentaire, qui a très bien fonctionné, sachant qu'il est rare de créer des aventures entre les deux, au niveau des PME. Cela capote actuellement. Vous parliez de cette culture de la réussite : « nous, nous sommes grands, il faut rester petits. » En fait, ils ont commencé à faire du chiffre et l'entrepreneur camerounais s'est mis, non pas à exhiber, mais à montrer sa réussite, ce que l'entrepreneur chinois lui reproche. Il lui explique qu'il faut se faire petit, et qu'une fois qu'il sera très, très grand, il pourra s'acheter une Mercedes. L'entrepreneur camerounais est allé en Chine, voir dans quelles conditions vivait cet entrepreneur chinois en Afrique : lui, il exhibait sa richesse là-bas ! Parce qu'il était un modèle de réussite. Et il ne comprenait pas. Que pouvez-vous conseiller à cet entrepreneur camerounais ?

### **Jochen KRIMPHOFF, fondation WWF France**

Vous avez évoqué les questions de diligence, notamment d'instruction de projet en matière environnemental et social, et cette particularité des investisseurs émergents qui n'utilisent pas forcément les mêmes référentiels que les bailleurs traditionnels. Quelle est l'action de l'AFD, ou peut-être plus largement de la France dans la politique étrangère et au niveau de l'OCDE, pour inciter, voire convaincre, les Chinois de l'intérêt commun d'utiliser les mêmes méthodes, pour éviter des catastrophes environnementales et sociales, résultat d'investissements quand ils sont mal conçus ?

### **James KUDAWOO, économiste**

Je reviens sur la question d'accaparement des terres : à quel prix, et pour quel objectif dans le futur ? Autre question sur la coopération Chine-Afrique : quel avenir pour cette « africaphobie » qui sévit en Chine actuellement ? Les Africains installés et qui font des affaires en Chine ne sont en effet pas les bienvenus. Ma troisième question concerne la relation Chine-Afrique sur le continent et le *business* local : la vente du beignet, les cordonniers ou les petits vendeurs. Nous sommes inondés par les produits chinois, pour tout ce qui concerne le petit commerce. Quel développement pouvons-nous avoir dans ce sens ? Quel avenir pour le petit commerce en Afrique quand les Chinois viennent faire ce business ?

### **Luc GOHOU, ingénieur commercial**

Je voudrais revenir à la notion de développement, notamment du côté français. Chez nous, Africains, en Côte-d'Ivoire par exemple, que je connais parfaitement puisque j'en viens, 80 % des jeunes ne connaissent plus la France. Ils découvrent aujourd'hui les Chinois. J'étais récemment là-bas. Une vingtaine d'étudiants en Maîtrise qui voulaient venir en France ont vu leurs visas refusés. Au même moment, les Chinois offrent plus de cent visas. Quel type de coopération demain ? Les Chinois veulent avoir une armée d'ingénieurs, une armée de ceci, une armée de cela, ils sont même prêts à former une armée de militaires. Prenez l'exemple du Mali. La bonne et la mauvaise gouvernance est ce qui fait la différence entre la Chine et la France : ils ne s'ingèrent pas dans la gouvernance. Ils vous donnent des moyens, à vous de vous organiser, au contraire de la France. La France vous donne des moyens mais aussi les lignes à suivre, et si vous ne les suivez pas, on vous bombarde. Je suis entre Paris et Abidjan et je vous raconte des faits réels. Merci.

### **Roland AMOUSSOU-GUENOU**

Je vais commencer avec la question qui concerne les relations d'affaires, les partenariats potentiels entre Chinois et Africains. Il est vrai qu'il s'agit d'un choc culturel, d'une chance mais aussi d'un défi considérable. Vivre en Asie, en tant qu'Africain, est un grand défi, il faut être très courageux et avoir la peau dure. Je ne parlerais pas de racisme, car ils ne sont pas violents mais il y a ce sentiment, qui vient du fait que, historiquement, l'Afrique et l'Asie n'ont pas été vraiment en contact. Le côté Est de l'Afrique a sans doute commercé avec la Chine, mais sans le rapprochement historique qui a existé entre la France et l'Afrique. A la distance géographique, culturelle, religieuse, s'ajoute une façon de s'exprimer totalement différente. Pour faire des affaires avec les Asiatiques, et les Chinois en particulier, il faut les comprendre. Un seul exemple : ils ne disent jamais non. C'est très dangereux dans le cadre des négociations, car ils disent « oui, oui, oui » mais, au final, c'est non et l'affaire capote. D'où l'intérêt de connaître de façon intime, humaine, sociale des Asiatiques pour bien travailler avec eux, du fait de nos différences. Nous sommes plus proches des Européens, des Français, que des Asiatiques.

Par ailleurs, dans le cadre des plantations du Cameroun, il a été décidé que tous les arbres seraient coupés, dans les concessions données aux Chinois. Ils ont donc été coupés et envoyés en Chine. Le gibier est chassé, ce que ne faisait pas l'ancien colonisateur. Le gibier chassé porte directement atteinte à la subsistance des Pygmées, des habitants, et crée un déséquilibre extrêmement dangereux. On disait que le colonisateur pressait l'orange et laissait toujours un peu de jus, autrefois. Les Chinois, eux, mangent tout, y compris la peau de l'orange ! Tel est ce qui nous est rapporté dans nos enquêtes. Alors, même si les opportunités de coopération existent, cette distance culturelle, géographique, ethnologique, a besoin d'être comblée, raison pour laquelle nous avons créé la fondation, ayant pris conscience de ce besoin. Nous créons un pont de communication pour favoriser ce rapprochement.

### **Alain HENRY**

Il n'y a probablement pas de réponse à la question : faut-il montrer ou non sa richesse ?

## **Roland AMOUSSOU-GUENOU**

Il vaut mieux ne pas montrer sa richesse. Je sais que les Camerounais sont des flambeurs et ils aiment bien montrer ce qu'ils ont !

## **Alain HENRY**

Nous retrouvons en Chine-Afrique ce que nous retrouvons en France-Afrique, c'est-à-dire des malentendus culturels. Tous les Camerounais ne rentrent pas dans le cliché que vous venez de donner, je peux vous le garantir. Mais un débat existe sur le sens de montrer ou non sa richesse, qui n'est pas forcément le même pour un Chinois, pour un Camerounais de l'Ouest, pour un Camerounais du Sud, pour un Béninois, etc.

## **Thierry PAULAIS**

Sur l'intervention d'Anthony BOUTHELIER, je n'ai rien à ajouter puisque nous sommes parfaitement d'accord. Sur la question du représentant de WWF, sur la façon d'inciter progressivement les Chinois à respecter les normes internationales en matière environnementale et sociale, il s'agit d'un travail à moyen terme. Il s'exerce de deux façons : des discussions internationales, qui ne concernent pas seulement l'AFD mais l'ensemble des bailleurs de fonds du CAD, sur ces questions environnementales et sociales. J'ai cité l'exemple de l'IFC, la Société financière internationale, qui a assez bien réussi dans ses discussions avec la Chine. La communauté internationale continue sur ce rythme de négociation, de conviction, avec de bons résultats car les entreprises chinoises et les Chinois ont compris qu'il en allait de leur intérêt. Dans les cas concrets où l'AFD finance ou cofinance des projets d'infrastructures, dans tous les appels d'offres, les règles de diligence environnementale et sociale doivent être respectées. Dans la sélection des entreprises, les entreprises chinoises qui ne sont pas capables de mettre en vigueur ces règles sont rejetées. Les entreprises chinoises, au moins les plus importantes d'entre elles, ont compris, au bout de quelques années, qu'elles avaient intérêt à se soumettre à ces règles internationales, et elles le font. Maintenant elles participent aux appels d'offre lancés sur financement des bailleurs de fonds. Une troisième façon d'améliorer encore cette collaboration est de passer par du cofinancement avec les parties chinoises. Un projet est par exemple en gestation entre DBSA, *Development Bank of South Africa*, et la *China Development Bank*, pour créer une structure commune de financement des projets d'infrastructure en Afrique. Il est question que d'autres bailleurs participent aussi au tour de table. Cela constitue le meilleur moyen pour que les Chinois respectent intégralement et en toutes circonstances les règles environnementales et sociales.

## **Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE**

Je vais revenir sur les beignets. Un premier niveau d'analyse est celui du marché. J'étais à Brazzaville voilà quelques années, et les Chinois sont arrivés au milieu des années 2000, en force. Ils ont pris beaucoup d'échoppes et cela a représenté une grosse concurrence pour le secteur privé

local et les commerçants locaux. En l'occurrence, dans le quartier de Poto-Poto se trouvent traditionnellement ceux que l'on appelle les « Sénégalais », c'est-à-dire tous les marchands ouest-africains qui détiennent la quasi-totalité du petit commerce. Un jour, un container chinois est arrivé avec plein de réchauds. Du jour au lendemain, les réchauds chinois sont arrivés sur le marché, ont complètement cassé les prix de ceux que vendaient les Maliens et les Sénégalais. Ils ne se sont pas laissés faire et ont réagi. Ils se sont coordonnés et, un matin, ils sont allés sur le marché, ils ont acheté tous les réchauds d'un coup. A midi, les prix avaient flambé et, dans la suite, ils ont tout revendu en faisant une grosse marge. Cela montre qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des sociétés à s'organiser. Un deuxième niveau apparaît, celui des entreprises qui mettaient en boîte les tomates en Afrique du Sud et qui ont été totalement décimées par la concurrence chinoise. Est-ce un problème de la Chine ou un problème plus général des politiques commerciales, contraintes en partie par les négociations multilatérales, régionales, bilatérales, auxquelles font face les pays africains ? A mon avis, il s'agit plutôt d'une question de stratégie politique industrielle, éventuellement de ces pays. Troisième niveau, comment fait-on, en tant que petit pays africain dont le PIB représente une fraction du chiffre d'affaires des grandes entreprises qui viennent négocier ? Cette situation est difficile, et la fragmentation des pays ne joue pas en leur faveur. Des mécanismes de coordination sont peut-être à trouver au niveau régional, mais encore faudrait-il que ce niveau régional fasse la preuve de son efficacité. Jusqu'à présent, l'expérience n'a pas été extrêmement encourageante.

### **Roland AMOUSSOU-GUENOU**

C'est très important en effet car le gouvernement chinois a l'intention de se débarrasser de ses laissés-pour-compte, surtout ceux venant de la région de Fujian par exemple. La Chine recense beaucoup de pauvres dans ses provinces, pour qui l'Afrique est l'Eldorado. Une politique est menée pour que certains pauvres reçoivent une bourse du gouvernement chinois pour partir à l'aventure. Ils viennent en Afrique prendre de petits boulots, ce qui est impossible dans les autres pays asiatiques.

### **Philippe VIGOUREUX, consultant spécialiste de la Chine**

J'interviens depuis douze ans auprès de toutes les grandes entreprises françaises et je suis professeur invité à HEC *Eurasia*. Des plans existent, parfaitement structurés et organisés, en Chine, pour l'invasion de l'Afrique. Jamais on ne le reconnaîtra en Chine, évidemment ! L'agression vient d'abord des sociétés d'Etat chinoises, qui rapportent à la SASAC. Il leur a été dit qu'elles devaient faire 30 % de leur chiffre d'affaires à l'export et elles y vont, avec les poches pleines. Qu'elles gagnent ou perdent de l'argent n'est pas le problème ! L'Etat leur donne tout l'argent nécessaire pour envahir l'Afrique. Ce sont elles, les vecteurs de la compétition et de la grande guerre économique à laquelle nous sommes confrontés. Les suivants sont les entreprises privées. Elles ne diront jamais qu'elles sont coordonnées, mais elles travaillent en meute. Je les vois tous les jours, elles ont détruit des pans entiers de l'industrie et, en Europe, elles ont détruit l'industrie du lin, coordonnées entre elles. Nous sommes face à une véritable agression, formidable, et nous devons surtout la considérer ainsi. Il s'agit d'une bagarre énorme, absolument coordonnée.

## **Roland POURTIER, professeur à l'université de Paris 1**

Je voudrais apporter un témoignage. J'arrive de Kinshasa où je viens de passer un mois et, bien sûr, les Chinois sont extrêmement présents. Par exemple, en allant de l'aéroport au centre ville, nous empruntons la nouvelle autoroute, et le centre de la ville, boulevard du 30 juin, est devenu une autoroute à huit voies. Ce qu'ont fait les Chinois est donc très visible, que nous soyons pour ou contre. Juste à côté du palais du peuple se trouve un immense entrepôt d'entreprises chinoises ; dans le quartier commerçant, de très nombreuses boutiques chinoises et lorsque nous discutons avec les Occidentaux, une véritable hystérie apparaît vis-à-vis de la présence chinoise, sur la base de la rumeur plus que de l'information précise. Nombre de rumeurs grouillent.

Je ne reviens pas sur les fameux contrats chinois car beaucoup de choses ont été dites depuis 2007, ces contrats ont été renégociés, revus, la Banque mondiale, le FMI, la communauté internationale ont fait pression et du coup, les Chinois ont fait beaucoup de choses sur le plan des infrastructures. Ils sont les premiers investisseurs, ils construisent avec ce fameux troc : minerais contre infrastructures. Ce qui m'a le plus inquiété est la crainte qu'ont les Occidentaux vis-à-vis de l'accaparement des terres. Jean-Jacques GABAS a minimisé cette importance, en tout cas pour l'Afrique de l'Ouest. Personnellement, je ne dispose pas d'informations précises concernant la situation au Congo mais tous mes interlocuteurs m'ont assuré qu'il se passait beaucoup de choses. Il semble avéré que l'exploitation forestière se fait de manière essentiellement clandestine et au bénéfice de sociétés chinoises, mais des preuves seraient nécessaires pour conforter cette donnée. Concernant l'accaparement de terres à des fins agricoles, il semblerait que des projets soient d'extrême importance. Vous l'avez signalé, entre ce qui est annoncé et ce qui s'est fait, la marge est considérable. Les Occidentaux qui vivent à Kinshasa ont peur de la Chine.

Je voudrais ajouter un élément concernant la dimension culturelle. Comment pouvons-nous passer de ces sociétés asiatiques à ces sociétés africaines ? Le gouffre existe. J'ai étudié le projet de développement global du pays à long terme, non pas des Chinois, mais des Coréens et ces derniers disent – comme les Chinois d'ailleurs – « faites comme nous, nous étions pauvres comme vous en 1960, regardez ce que nous sommes devenus, grâce à Confucius, et à l'autorité héritée de notre système dynastique ». Cela étant, l'Afrique n'est pas encore de culture confucéenne...

## **Alain HENRY**

Mais est-elle destinée à le devenir ? ... Et le pouvoir dans un état fragile, pour l'instant, n'est pas forcément sur le modèle de la Corée.

## **Cherif HAIDARA, président de l'association CAP Afrikasia**

J'ai créé une association qui s'appelle CAP *Afrikasia*, qui a pour but de promouvoir les échanges entre l'Afrique et l'Asie. Nous agissons notamment dans le domaine économique, culturel et social. Parallèlement, j'ai une entreprise qui accompagne des PME/PMI, notamment pour la foire de Canton, organisée en avril. J'ai une question : l'Europe et l'Asie sont-ils aujourd'hui des partenaires indispensables pour le développement de l'Afrique ? Notre prochaine conférence, le 27 avril, traitera de ce thème.

Par ailleurs, j'aimerais donner rapidement quelques témoignages. Le premier concerne un client chinois qui voulait acheter un terrain au Mali – je suis d'origine malienne – et qui voulait produire du thé chinois. Nous avions la possibilité d'avoir des terrains et nous étions partis pour les aider à acquérir un terrain mais surtout à créer de la valeur ajoutée au Mali. Or, ce client avait déjà des *managers* opérationnels pour travailler au Mali. Je lui avais trouvé un terrain mais il n'avait pas besoin d'employer du personnel local, ce qui ne répondait pas à notre philosophie. En passant certainement par d'autres circuits, il a finalement trouvé un terrain au Mali. Par cet exemple, je souhaite insister sur le fait qu'aujourd'hui des entreprises veulent créer de la valeur ajoutée mais, malheureusement, au niveau institutionnel, des personnes sur place font la promotion d'une autre pratique.

Je terminerais sur cette réflexion concernant la mauvaise perception des Africains en Chine. J'ai vécu cinq ans en Chine. J'ai pris le taxi plusieurs fois et il est arrivé à plusieurs reprises que le chauffeur ne s'arrête pas, parce que j'étais Africain. J'ai fait le test avec des amis français, qui se sont mis deux pas juste après moi et qui se sont fait prendre par un taxi. Cela existe, il faut faire avec, pour pouvoir œuvrer avec les Chinois.

### **Cédric N'GAMI, étudiant en pétrochimie**

Je souhaite poser une question à Jean-Jacques GABAS : vous avez précisé que votre étude a été réalisée en Afrique australe. Comptez-vous en faire une en Afrique centrale car, comme l'Europe, un Suédois n'a rien à voir avec un Espagnol ! L'amalgame est souvent fait avec l'Afrique, mais chaque pays est vraiment différent. Je viens d'Afrique centrale et la situation est complètement opposée à ce que relate votre étude. J'étais content d'entendre ce témoignage sur l'accaparement des terres à Kinshasa car, effectivement, je viens de Brazzaville, cette situation est fréquente et l'optique semble terrifiante. Le prix du marché local augmente, nous faisons des investissements pour acheter des terrains mais ils augmentent systématiquement. Alors, comptez-vous faire une étude là-bas ? Je serais curieux de découvrir les conclusions de votre étude, qui seront à mon avis complètement différentes de l'étude sur l'Afrique australe.

Ma deuxième question est destinée à M. AMOUSSOU-GUENOU. Vous avez évoqué les clés pour le développement de l'Afrique. Je suis resté sur le plus important, la création d'un *leadership*, surtout discipliné. En définissant ce terme, vous nous avez dit que cela serait impossible car en pensant au *leadership*, je pense directement au gouvernement, à l'Etat, au président, aux classes politiques. Or, qui va les discipliner ? C'est impossible ! Comment ?! J'ai la chance de faire un stage dans le domaine du pétrole, chez ENI, j'ai pu très vite voir de très près comment cela se passait. Contrairement à ce qui se passe en Europe, l'Africain ne se cache pas, au contraire, il se vante, quand il a une main mise sur quelqu'un. Dans ce cadre, ce *leadership* discipliné me semble impossible. Je pensais que la solution viendrait de la diaspora puisqu'un retour de la diaspora en Afrique est évoqué, qui sera la jeunesse de demain pour reconstruire le pays. Dans cette expérience de stage, j'ai été déçu que cette diaspora, qui montre ses belles valeurs, chez les étudiants, dans les grandes écoles, françaises, anglaises, etc., avant de tomber dans le vice, car ils sont écrasés par cette domination sur place.

Dernière question, vous avez assuré que la France pouvait rester un partenaire historique, dans les relations entre la Chine et l'Afrique, et qu'elle ne serait pas mise de côté. De quelle manière ? Pensez-vous à un mentorat ? Pensez-vous que la France puisse guider les entreprises africaines émergentes ? Merci.

### **Christian QUESNOT, consultant international**

Je m'occupe de la stratégie de la Chine depuis une vingtaine d'années et j'ai accès au plus haut niveau de l'Etat. Je peux vous assurer que la Chine a une vraie stratégie vis-à-vis du reste du monde, de façon incontestable. Les responsables chinois ont eu parfaitement conscience de la mauvaise image qui était développée par la Chine en Afrique ou ailleurs, compte tenu de l'agressivité et de la différence de leurs méthodes, par rapport à d'autres Etats. Ils ont lancé d'abord les instituts *Confucius*, qui existent en France, en Europe, aux Etats-Unis, en Afrique, qui ont pour objectif de faire connaître la civilisation chinoise, la langue chinoise, etc. Quand je vais à Bamako, je retrouve une interprète nigérienne qui parle un parfait chinois. Une vraie stratégie chinoise existe et les instituts *Confucius* en sont un exemple.

Deuxième point, la relève de génération qui va apparaître, avec Xi JINPING et le nouveau Premier ministre. Comme la Chine fait environ 875 000 ingénieurs par an, la nouvelle génération de Chinois, aussi bien dans les affaires que dans le plan politique a une conception différente de l'ancienne. Les anciens qui achetaient une entreprise prenaient la majorité quand les nouveaux sont beaucoup plus subtils et estiment ne pas avoir besoin de la majorité, du moment que l'entreprise rapporte. L'évolution des comportements a déjà un impact en Europe et va avoir un impact encore différent en Afrique.

### **Jacques VARET, conseiller du président du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)**

J'évoque un point qui n'a pas été abordé, la part que prennent les entreprises chinoises dans les financements de l'AFD et des financements européens en général. Il s'agit d'une part croissante dans tout ce qui concerne les infrastructures. J'aimerais que nous puissions disposer de chiffres sur ce sujet et avoir l'opinion, tant de l'AFD que de l'OCDE sur la question, notamment dans la perspective de rapprochements avec les financeurs chinois. Inversement, ces derniers n'ont pas les mêmes règles de financement et ne favorisent pas particulièrement d'autres entreprises que les chinoises, bien au contraire. D'une certaine façon, nos investissements ont servi aux Chinois pour rentrer sur les marchés africains, les financements chinois prendront ensuite le relai et nous disparaîtrons. J'aimerais connaître votre avis sur cette préoccupation et voir si, en termes de stratégie, des entreprises européennes pourraient également rentrer sur les marchés africains, sur financements chinois.

### **Albane LAHLOU, doctorante à l'académie de police de Taïwan**

D'énormes investissements privés et publics sont évoqués, puis de semi-publics, il est question d'aventuriers, mais n'existe-t-il pas également un investissement des réseaux criminels chinois – petits ou grands, peu importe – en Afrique comprenant tout le panel d'activités criminelles très lucratives entre ateliers clandestins, en montant des petites entreprises qui ne sont pas déclarées et qui font de la concurrence aux locaux, ou même la prostitution et d'autres ? Si un investisseur chinois me dit qu'il veut avoir un champ pour faire du thé chinois, normalement planté en

montagne, et que cette personne me précise qu'elle ne veut aucun travailleur local, même pour des petits boulots, la première chose que je fais est d'aller voir à quoi ressemble le thé chinois au Mali !

**Jean-Joseph BOILLOT, co-auteur de l'ouvrage « Chindiafrique » et conseiller économique sur les pays émergents au club CEPII**

Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE, comment réagissez-vous entre ce que vous nous avez présenté où, manifestement, il n'apparaît pas de biais chinois, et ce que nous entendons ? Soit vos statistiques sont fausses, ou incomplètes, mais un problème existe !

Deuxième question : pouvons-nous parler de l'Africain et du Chinois ? Cela me pose problème. Pour moi, ça n'existe pas, le Chinois ! Pour ceux qui n'aiment pas les livres trop sérieux, un polar d'un Suédois a été publié, qui s'appelle « Le Chinois » où un frère et une sœur s'entretuent, l'une est maoïste et elle veut garder le caractère socialiste de la Chine, l'autre est un tueur... Pouvez-vous dire qu'il existe un Chinois ? Pouvons-nous dire qu'il existe un Africain ? Franchement, cela me pose problème.

Troisième question, lorsque vous parlez d'un plan stratégique, cela laisse l'impression d'un vampire. Je suis resté quinze ans à la diplomatie française, je crois qu'un plan sur l'Afrique existe. Vous, l'AFD, vous êtes aussi l'un des éléments-clé de ce pilier. L'existence d'un plan n'est pas un problème, au contraire. Le problème réside dans le fait qu'il n'existe pas de plan de l'Afrique par rapport à ce plan. La question est donc celle-ci : quel est ce plan ? Je n'ai pas le sentiment que les Chinois eux-mêmes soient capables de préciser quel est leur plan. Pour cette raison, j'ai beaucoup apprécié votre intervention. Cela ne veut pas dire que ce que vous avez décrit sur Kinshasa n'est pas une réalité mais il semble bien que des débats existent sur l'approche de la Chine.

Dernière question, un million de Chinois se trouvent en Afrique. En général, quand ils passent le poste-frontière, ils ne passent pas par l'OCDE, et je comprends donc que vous n'ayez pas ces chiffres. Mais vous qui vivez à Paris, vous savez que votre description correspond parfaitement à ce qui se passe à Paris, dans les XIIIe et XXe arrondissements, où les Chinois achètent les cafés-tabac, les salles de jeux, etc. Quelle est la différence ? Nous avons un Etat français, une administration... Je suis surpris que vous n'ayez pas abordé cette question : comment l'Afrique réagit-elle ? Comment les Etats africains réagissent-ils ? Avons-nous simplement des prédateurs qui corrompent, avec un continent qui est en train de tomber dans une razzia menée soit par des micro-entrepreneurs, soit par de grands Etats. Nous observons, en Afrique, comme je l'écris dans le livre, la montée progressive d'une véritable prise de conscience qu'il s'agit d'un bénéfice, s'il est régulé. Des Etats régulent. La Centrafrique ne régule pas, mais cela représente quatre millions d'habitants et le sort de l'Afrique n'en dépend pas.

**Elsa Da SILVEIRA, présidente - directrice générale du cabinet ESCC**

Je suis gênée par le fait que nous parlions de la relation Chine-Afrique, mais sans aucun interlocuteur chinois. Dans un cadre de réflexion, il aurait été intéressant d'avoir leur vision et leur approche, et cela ouvrirait également le débat sur une autre conception des affaires et du développement.

## **Alain HENRY**

Nous programmerons cela pour le prochain panel ! Les observations sont variées, contradictoires. Dans le rôle qui est le mien, il est normal que j'en appelle à tous les professeurs et universitaires présents dans la salle. Une observation s'impose de façon considérable et méticuleuse, scientifique, de récolte d'informations, d'analyses, pour mieux comprendre tout ce dont nous parlons et de la diversité des situations ou des comportements. Une grande transformation silencieuse se poursuit manifestement, sous des formes diverses et variées, éventuellement, même criminelles, mais un énorme besoin d'observations et d'analyses scientifiques se fait sentir. J'en fais donc appel aux chercheurs.

## **Roland AMOUSSOU-GUENOU**

Je voudrais dire un mot sur l'accaparement des terres en Afrique. Je peux apporter le témoignage de ce qui se fait en Asie, en Thaïlande, par exemple. J'ai accès à des rapports relativement confidentiels, qui ont été remis au gouvernement, et nous voyons bien qu'une stratégie de la Chine a été mise en place sur les dix pays de l'ASEAN. Actuellement, les Chinois sont en train d'acheter des terres entières, notamment dans la région de Chonburi, dans le Nord-Est de la Thaïlande, dans la perspective de créer des industries ; lesquelles produiront des articles qui seront exportés, soit en Europe, soit en Afrique. Le rapport dit : « L'ASEAN sera le centre logistique du monde. » L'ASEAN est programmée pour 2015 et des infrastructures sont déjà construites, des ports, des chemins de fer, des routes... Des milliards de dollars sont déjà investis, qui lient la Chine, à travers la Birmanie et les pays voisins jusqu'en Thaïlande, et la Thaïlande sera donc le centre logistique de la Chine pour le monde. Cet accaparement des terres ne concerne donc pas seulement l'Afrique.

## **Jean-Jacques GABAS**

Continuons sur l'accaparement des terres, qui pourrait même faire l'objet de deux heures de discussion. Je n'ai pas dit qu'il n'y avait pas d'accaparement chinois en Afrique. Je pense qu'il faut le relativiser à sa juste grandeur. Vous avez fait appel aux observations de terrain et aux aspects un peu plus scientifiques : les conclusions de tous les travaux de notre collègue Ward Anseeuw qui est à Pretoria, ont montré que la Chine n'est pas un gros accapareur en Afrique ! Ailleurs, oui. Mais pas en Afrique. J'insiste beaucoup sur ce point. Vous me dites que nous aurons une conclusion radicalement différente en faisant une étude en Afrique centrale, je n'en suis pas totalement convaincu, personnellement. Les accaparements chinois existent, mais les gros accapareurs de terres pour l'exploitation des terres nouvelles concernent par exemple des fonds sud-africains, des fonds souverains des pays du Golfe, des fonds privés européens.

Par ailleurs, j'ai l'impression que nous raisonnons toujours en disant que tôt ou tard, les Chinois arriveront à nos propres normes et réflexions sur les questions de coopération et de développement. Je pense que nous sommes en train de faire une erreur fondamentale ! Les Chinois même s'ils participent à des groupes de travail avec le CAD se fichent éperdument des normes du CAD. Cet objectif de 0,7 % n'a pas de sens pour eux. D'ailleurs, quand nous calculons l'aide qui arrive effectivement en Afrique, c'est très différent des chiffres annoncés. Nous faisons un traitement

discursif de la coopération, avec de grandes normes éthiques – je suis désolé, notre passé colonial n’a pas toujours été des plus exemplaires – et la réalité du financement. Les responsables au Bénin avec qui nous pouvons discuter nous disent ne plus avoir de ressources financières pour le développement. Qui finance le secteur agricole au Bénin ? Pour l’instant, les Chinois principalement. D’autre part, que va-t-il se passer au niveau international dans la construction de ces normes ? Par exemple concernant les OMD un consensus international a été construit à partir de la fin des années quatre-vingt dix. Mais dix ans après les rapports internationaux ont beaucoup changé : dès lors, comment va se construire ce post- OMD 2015 ? La communauté internationale, membre du CAD, va-t-elle rester sur ses certitudes de coopération et de développement ou ne va-t-elle pas commencer à ouvrir un dialogue ? Nous sommes toujours dans un raisonnement où nous ne mettons pas en tension les référentiels sur le développement.

Nous considérons que les Chinois, les Brésiliens, les Indiens doivent s’adapter à ce que nous, nous pensons comme être juste. Or, nous devons au minimum accepter que notre modèle de développement, basé sur le « rattrapage », ces idées issues du modèle de Rostow des années cinquante et qui sont toujours présentes dans la mentalité des « développeurs », a fait son temps ! Nous ne pouvons plus raisonner ainsi. Je me retourne vers les travaux absolument fondamentaux qui ont été financés notamment par l’AFD sur la place de l’agriculture dans un processus de développement, appelé « RuralStruc ». Ces travaux, qui réfléchissent sur une autre trajectoire possible de développement pour l’Afrique, sont-ils connus par les autorités chinoises ? Je n’en suis pas convaincu. Mais il s’agit de bouleversements dans la réflexion.

## **Thierry PAULAIS**

Une question a été posée sur les entreprises françaises et sur la part des financements des fonds de l’aide internationale captée par les entreprises chinoises. L’AFD et tous les bailleurs de fonds qui travaillent dans le cadre du CAD ne financent pas les entreprises chinoises en tant que telles. Nous finançons les Etats, des contreparties, des sociétés nationales qui sont dans des pays souverains. Ces contreparties lancent des appels d’offres. Nous demandons à ce que les normes légales, environnementales et sociales soient respectées et nous nous assurons qu’elles le sont. La décision de l’attribution de l’appel d’offres dépend ensuite du maître d’ouvrage. Nous ne sélectionnons pas nous-mêmes les entreprises. Tel est le déliement de l’aide.

Par ailleurs, de même qu’il n’existe pas « un » Chinois comme il a été dit avant, il n’existe pas « une » entreprise chinoise. Il faut d’abord distinguer la nature de l’entreprise, s’il s’agit d’une très grosse entreprise nationale ou d’une petite. Des entreprises privées sont chinoises en façade, d’autres sont locales en façade, mais elles sont en fait chinoises... La situation est difficile à cerner. Il faut également distinguer les secteurs. Pour les infrastructures lourdes, comme des routes, et de façon générale ce qu’il est convenu d’appeler le génie civil, il est difficile de concurrencer les entreprises chinoises en Afrique. D’autres marchés de travaux ou d’équipement mettent en œuvre des techniques beaucoup plus sophistiquées. Dans ces domaines à forte valeur ajoutée, les entreprises françaises sont compétitives. La stratégie que j’évoquais, consistant à associer progressivement les Chinois, par la discussion, et non pas en imposant quelques diktats à valeur éthique, va amener progressivement tout le monde à travailler sur les mêmes standards et normes.

## Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE

D'abord, à l'OCDE, nous ne produisons pas de statistiques sur l'Afrique. Autant que possible, nous les croisons avec d'autres sources. Nous travaillons avec les statistiques nationales africaines, elles sont ce qu'elles sont. Je n'ai pas entendu énormément de contradictions entre ce que j'ai essayé de dire et les réactions de la salle. Je n'essayais pas de dire que les Chinois étaient vertueux et surtout pas qu'ils étaient plus vertueux que d'autres. Le pillage des ressources halieutiques au large de l'Afrique de l'Ouest dans les années soixante-dix, quatre-vingt, bien avant que la Chine devienne un sujet à la mode, par les Coréens, par des Russes et d'autres pays, montre bien que les Chinois ne sont pas pires. Les volumes ne sont pas les mêmes, il est vrai. Mais se focaliser sur la Chine comme étant le prince de la turpitude alors que les autres seraient, par nature, beaucoup plus vertueux, n'est pas le bon débat. L'accapement des terres est un problème, nous ne disons pas le contraire, mais il est faux de dire qu'il s'agit d'abord d'un problème chinois. Effectivement, les pays du Moyen-Orient et les pays africains eux-mêmes accapent des terres, via des gens qui ne sont pas du tout des professionnels ou des paysans, mais des privés locaux.

Nous voyons cette réaction des gouvernements, qui s'organisent. Certains Africains estiment que ce qui va leur arriver dépendra de ce que, eux, décideront de faire. Si nous laissons un grand vide en matière de politique publique de régulation, dans des espaces remplis de ressources naturelles, ce sera le Far West ! Cette réaction est donc nécessaire, des politiques publiques doivent réguler l'intervention, pas seulement des Chinois, mais l'ensemble des opérateurs locaux et étrangers, à égalité.

Sur les normes du CAD et sur un modèle qui a fait son temps, je crois qu'il est très sain d'avoir un exemple chinois qui montre que les choses peuvent être faites différemment. La façon dont ils opèrent est beaucoup plus légère. Les opérateurs chinois ne descendent pas dans des hôtels quatre ou cinq étoiles, ils n'ont pas construit une énorme bureaucratie... Il est très sain d'avoir ce modèle pour stimuler notre propre réflexion.

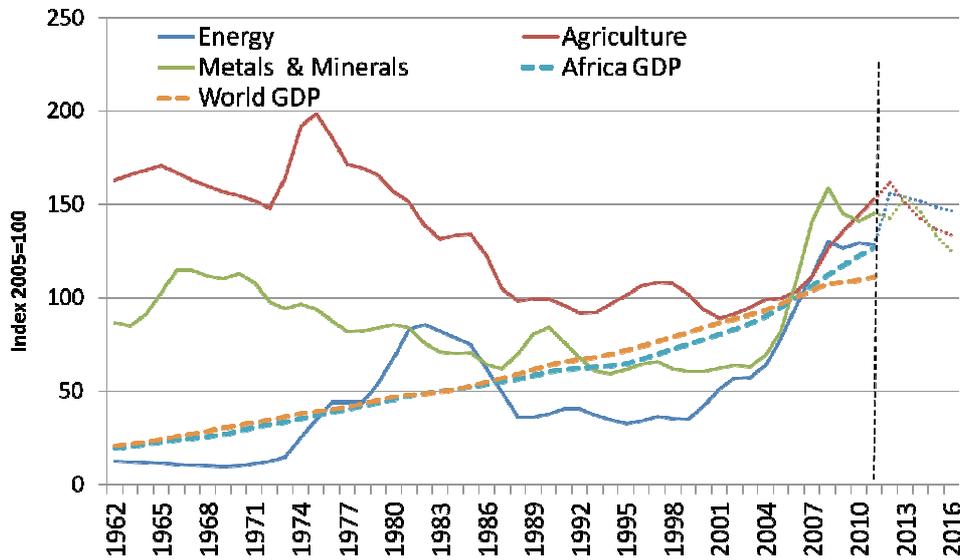
Enfin, une question revient souvent, celle du *leadership*. L'exemple chinois est également très utile car il rappelle qu'il existe plusieurs façons de faire. Les pays de l'OCDE ont tendance à dire « Faites ce que je dis, pas ce que je fais », il suffit de regarder l'histoire du développement de ces pays pour constater qu'ils n'ont pas toujours été basés sur les principes dont nous nous faisons les avocats aujourd'hui. Mais il n'est pas possible de faire d'un pays africain un pays dynastique ou bouddhiste. La Corée a connu une accélération foudroyante de son développement parce qu'au sortir d'une occupation japonaise épouvantable, les structures traditionnelles, féodales, rurales, avaient été complètement laminées et ont ouvert une possibilité historique de refaire les choses, non pas à zéro, mais quasiment. Nous ne pouvons pas souhaiter un tel schéma à des pays africains. Néanmoins, les pays dans lesquels nous voyons émerger ce *leadership* et qui ont réussi, pour des bonnes ou des mauvaises raisons, à colmater le vrai problème qu'est la fragmentation des sociétés – c'est-à-dire l'impossibilité des différents groupes sociaux à se mettre d'accord sur une vision de développement – sont des pays comme le Rwanda qui, eux aussi, sortent d'épisodes de leur histoire particulièrement tragiques. Le *leadership* n'est pas la dictature, ce dernier a déjà été « testé » en Afrique, ça ne fonctionne pas. Il s'agit plutôt de dire qu'un problème d'action collective se pose dans les sociétés africaines : les pays, comme Maurice qui arrive à faire des compromis entre les élites vers une vision commune du développement, s'en sortent, et ceux qui restent morcelés au niveau sociopolitique n'arrivent pas à avancer, à l'instar du Mali.

**Roland AMOUSSOU-GUENOU**

Mercier de me tendre la perche sur le *leadership*. Nous organisons à Bangkok des séries de séminaires sur le *leadership*, à l'attention des opérateurs, des maisons d'affaires, des jeunes Africains, pour la réflexion sur le leadership Asie-Afrique.

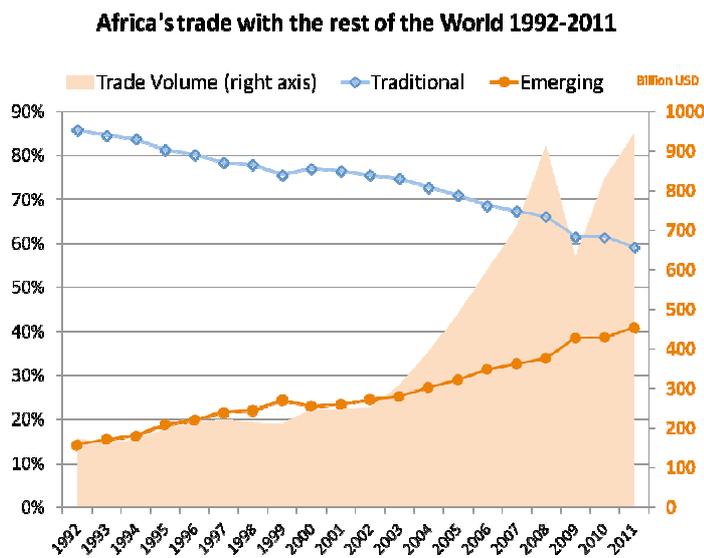
## Annexe 1 : Cours des matières premières, PIB de l'Afrique et PIB mondial

### Cours des matières premières, PIB de l'Afrique, PIB mondial



## Annexe 2 : Les flux commerciaux de l'Afrique avec le reste du monde (1992-2011)

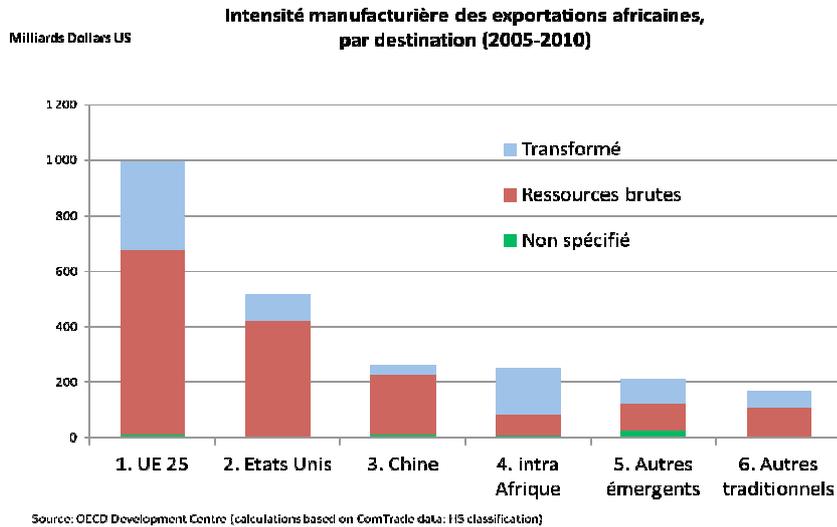
### L'Afrique commerce de + en + avec le monde, et ses échanges se rééquilibrent



- **Le commerce de l'Afrique a presque triplé entre 2000 et 2011**
- **La part des partenaires non-traditionnels a augmenté de 23% en 2000 à 40% en 2011**
- **La part de la Chine a quadruplé**

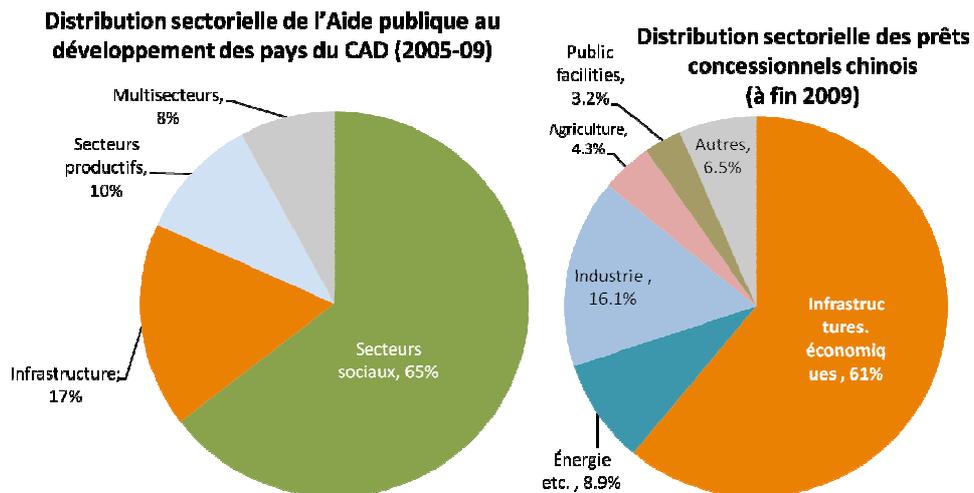
### Annexe 3 : L'intensité manufacturière des exportations africaines, par destination (2005-2010)

#### La Chine aggrave-t-elle la dépendance / matières premières ?



### Annexe 4 : Coopération au développement : complémentarité

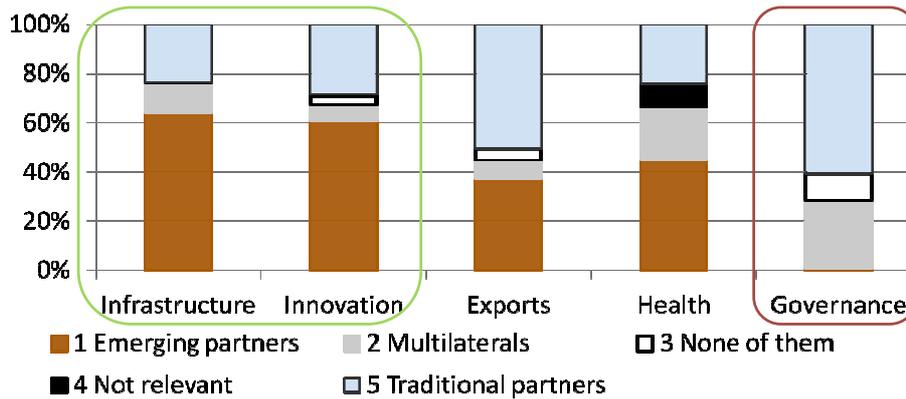
#### Coopération au développement : complémentarité



## Annexe 5 : Opinion d'un panel d'économistes et de représentants du business en Afrique sur l'efficacité de l'aide de leurs partenaires, par secteur (sondage réalisé fin 2010 / début 2011)

### Une plus grande marge de manœuvre pour les décideurs ?

*Parmi ces partenaires, lesquels aident le plus efficacement le pays à atteindre tel ou tel objectif ?*



7